



LA LETTRE

N° 2021-34

LE LOURD COÛT HUMAIN D'UN CONFINEMENT TARDIF

La stratégie du gouvernement et du Président de la République de vivre avec le virus pour favoriser l'économie, entraîne un coût humain très lourd et nous l'avons vu dans des précédentes « LETTRE » n'apporte pas forcément un meilleur résultat pour l'économie.

Le report à avril, des mesures réclamées fin janvier par les scientifiques aurait entraîné 14 000 décès supplémentaires, 112 000 hospitalisations de plus dont 28 000 en réanimation et 160 000 cas de COVID long supplémentaires.

Ces chiffres proviennent d'un travail des journalistes du MONDE sous le contrôle de l'équipe de l'épidémiologiste Pascal CREPEY à l'École des Hautes Etudes en Santé Publique de Rennes.

Le 29 janvier 2021, le conseil scientifique rédige une note à l'adresse du Président MACRON où il souligne que « les pays les plus touchés n'ont pu arrêter le variant anglais (Alpha) qu'avec un confinement strict » (le 30 décembre en Irlande, le 4 janvier au Royaume Uni et le 15 janvier au Portugal). Selon le conseil scientifique, un confinement débuté le 1^{er} février, permettait de ramener en 4 semaines le nombre de contaminations sous la barre des 5 000.

Ces chiffres sont également validés par l'équipe de Samuel ALIZON et Mircea SOFONEA de l'Université de Montpellier qui avait montré que lors de la première vague, un confinement avancé d'une semaine aurait évité 13 000 décès tandis qu'une semaine d'attente en plus aurait provoqué 50 000 morts supplémentaires dans un article publié dans la revue scientifique EPIDEMICS.

Depuis le début de l'épidémie, les choix de nos dirigeants ont entraîné environ 27 000 morts supplémentaires. Comme lors des épidémies de grippe, ou lors des canicules, certains diront que la maladie

ne fait qu'avancer une issue inéluctable. Nous sommes tous mortels. Si ce surplus de décès favorise l'équilibre des comptes des caisses de retraite. Qu'en pense les familles des défunts ? Qu'en penseraient les personnes concernées si elles étaient toujours là pour en témoigner ? Enfin comment pourront-ils mettre à leur actif l'augmentation de l'espérance de vie dans notre pays ? Quel choix vont-ils faire lors de la prochaine vague due au variant Delta qui s'attaque davantage aux populations plus jeunes ?

CANCER : SUR LA PISTE DES 60% DE CAUSES NON IDENTIFIÉES

Voilà un titre du PROGRES qui prouve que les choses changent. Nous ne sommes plus dans « le cancer c'est la fatalité, c'est la vieillesse ». A Lyon, le Centre Léon BERARD mène depuis plusieurs années des études sur les facteurs de risques environnementaux, en particuliers les polluants et les pesticides. Ils viennent de mettre au jour une relation entre des polluants et les risques de cancer du sein.

Avec le projet XENAIR, les chercheurs de l'unité INSERM U236 ont comme objectif d'étudier le lien entre risque de cancer du sein et l'exposition à faible dose à de multiples polluants atmosphériques avec un focus spécifiques sur les polluants ayant des propriétés xénoestrogènes (dioxines, benzo(a)pyrène, polychlorobiphényles (PCB), cadmium) présents dans l'air, les particules (PM10, PM2,5), les dioxydes d'azote et l'ozone.

Les femmes de ce projet sont issues de la cohorte E3N (soit 10 000 femmes suivies depuis 1990 pour mieux comprendre l'impact sur la santé de l'alimentation, du mode de vie, des traitements et de l'environnement). L'étude porte sur 5224 femmes ayant eu un cancer du sein et 5224 femmes non atteintes et compa-

rables aux femmes malades (même âge, même département d'habitation et de même statut ménopausique suivies sur 20 ans (1990 à 2010).

Cette étude montre une association « **statistiquement significative** » entre l'exposition chronique à cinq polluants atmosphériques et le risque de cancer du sein. Ces polluants sont :

- le benzo(a)pyrène (BaP), un perturbateur endocrinien formé lors de la combustion mal maîtrisée du bois et de végétaux à l'air libre, des pots d'échappement automobiles ou de la fumée de cigarettes
- le PCB 153
- le dioxyde d'azote (NO2)
- les particules fines (PM10 et PM2,5)

Enfin des études sur des sujets autres que les comportements individuels qui sont reconnus responsables de 40% des cancers. Enfin, on s'attaque aux 60% restants qui dérivent de facteurs liés à l'environnement au sens large. Il est vrai que ce genre d'études sont difficiles et longues du fait de la latence entre l'exposition et le déclenchement de la maladie. Les moyens financiers font souvent défaut et les lobbys industriels (agroalimentaires, chimiques, laboratoires pharmaceutiques) sont des facteurs entravants celles-ci.

Même si une hirondelle ne fait pas le printemps, la démarche des scientifiques de Léon BERARD est enfin porteuse d'un avenir dans le combat contre les cancers et plus largement les maladies chroniques (cancers, obésité, maladies neuro-dégénératives notamment).

Il reste maintenant à organiser les actions permettant de supprimer ces causes de cancer.

Action Santé Solidarité

Centre Social

Rue de Pavigny

39000 LONS LE SAUNIER